

26,5 M€

seront investis sur 10 projets de la communauté de communes Eure Madrie Seine (Eure) jusqu'en 2021.

5

nouvelles communes rejoindront la métropole européenne de Lille en 2020, portant leur nombre total à 95.

907 M€

de prêts signés en 2018 dans les Hauts-de-France par la Banque des territoires (-36% par rapport à 2017).

Nord

AISNE • CALVADOS • EURE • MANCHE • NORD • OISE • ORNE • PAS-DE-CALAIS • SEINE-MARITIME • SOMME

Responsable régionale : **Emmanuelle Lesquel** • 98, rue des Stations, 59000 Lille

Tél. : 06.64.45.08.98 • emmanuelle.lesquel@lemoniteur.fr • @Elesquel



Le nouveau bus électrique à haut niveau de service d'Amiens contribue à augmenter la valeur du patrimoine régional.

Hauts-de-France Infrastructures et réseaux en manque de soins

Routes, voies ferrées, réseaux de transports en commun, électriques, d'eau... Combien faudrait-il déboursier pour refaire à neuf l'ensemble des infrastructures et réseaux qui maillent la région Hauts-de-France ? Pour répondre à cette question, la Fédération régionale des travaux publics (FRTP) des Hauts-de-France a demandé à la Cellule économique régionale de la construction (Cerc) de réaliser un recensement complet couplé à une estimation des coûts. Le rapport, présenté le 6 mai à l'assemblée générale de la FRTP, évalue l'ensemble de ce patrimoine à 210 Mds € en valeur « à neuf », soit 35 000 € par habitant de la région. Cependant, l'ensemble est loin d'être flambant neuf et l'étude essaie aussi de mesurer les besoins d'entretien.

En se fondant sur des données officielles, le Cerc estime ainsi que 70 % des routes nationales et autoroutes non concédées et 41 % des ponts nécessitent des travaux d'entretien. L'étude constate aussi que 50 % du réseau d'eau potable régional a été posé avant 1960, et que 20 % de l'eau potable acheminée est perdue. Dans la région, près du quart des stations d'épuration ont plus de trente ans, durée de vie moyenne du génie civil de ces installations. Dans le Pas-de-Calais, cette proportion s'élève à 38 % des 156 stations.

Des tuyaux à remplacer. « Les infrastructures et réseaux ont besoin d'être entretenus régulièrement. Or, si certains le sont, bien d'autres sont négligés et trop peu renouvelés. Par exemple, les réseaux d'assainissement collectifs, conçus pour durer 70 ans, devraient rester en place quatre fois plus longtemps vu leur faible taux de renouvellement. Si les tuyaux fuient, cela ne se voit pas immédiatement mais provoque de la pollution », illustre le président de la FRTP des Hauts-de-France, Bernard Duhamel.

Nord

Les deux nouveaux étages accueilleront 20 logements, les 50 existants étant réhabilités.



CELESTES/IMAGES

Métropole de Rouen Surélever pour épargner le foncier

Grand-Quevilly, un immeuble traditionnel en béton, Les Ravenelles, est en passe d'être surélevé de deux étages en ossature bois. Le maître d'ouvrage et bailleur social Quevilly Habitat - qui possède et exploite plus de 10 000 logements dans la métropole de Rouen - a opté pour cette solution afin de répondre au problème de la rareté des terrains constructibles. « Nous sommes en plein centre-ville de Grand-Quevilly et l'on ne "mange" aucun foncier supplémentaire ! » se félicite Roland Marut, président de Quevilly Habitat et premier adjoint de la commune.

L'opération qui doit s'achever en décembre consiste à construire 20 logements dans les nouveaux cinquième et sixième étages, tout en réhabilitant les 50 logements existants, du rez-de-chaussée au quatrième étage. Elle s'accompagne d'un autre chantier mené en parallèle : la création d'un ascenseur dans chacune des cinq cages d'escalier, et la construction de nouveaux escaliers à l'extérieur.

« Culturellement nouveau. » « Nous avons choisi de les déplacer en créant cinq nouvelles cages en accroissance à l'arrière de l'immeuble, afin de renforcer la sécurité incendie », explique Eric Lucas, directeur technique de Quevilly Habitat. Le chantier se déroulant en milieu habité, un escalier provisoire métallique a été mis en place. La société Cuiller Frères de la ville voisine de Petit-Couronne, qui réalise l'ossature bois, voit dans le projet l'occasion d'acquérir de nouvelles compétences sur ce marché naissant des surélévations.

Comme le rappelle Bruno Laurent de l'agence parisienne Aure Conseil, architecte du projet, la surélévation « est quelque chose de culturellement nouveau en France. On ne fait pas que dupliquer l'existant, le plan d'organisation des logements surélevés étant différent de celui des logements existants. »

« Les charges de l'ossature bois, qui restent marginales par rapport aux normes de sécurité, sont réparties sur les murs porteurs existants », précise Eric Lucas, qui ajoute que des travaux d'allègement en terrasse ont été réalisés. L'opération globale revient à 6 M€ HT, financés à 84 % par l'emprunt, soit environ 65 000 € TTC par réhabilitation et 160 000 € par nouveau logement. ● Claire Garnier

Celui-ci ajoute qu'un entretien régulier du réseau coûte beaucoup moins cher que des réparations lourdes et tardives : « Ne pas investir régulièrement sur notre patrimoine, c'est s'endetter sur l'avenir. Or, si on met en regard les 2,8 Mds € de chiffre d'affaires réalisés en 2018 par la filiale TP dans les Hauts-de-France (1), l'investissement représente à peine 1,4 % de la valeur à neuf des réseaux et infrastructures. C'est insuffisant », note Bernard Duhamel. Il milite pour que les donneurs d'ordre publics budgétisent précisément leurs besoins d'entretien et ne sacrifient pas ce poste : « Trop souvent, ces travaux sont considérés comme une variable d'ajustement du budget, notamment en cas de baisse des dotations. »

1035 km de voies navigables. L'étude recense 61 000 km de routes (122 Mds €), 91 000 km de canalisations d'eau potable (37 Mds €), 33 280 km de réseau d'assainissement collectif (21 Mds €), 2 755 km de voies ferrées (8 Mds €), 85 464 km de lignes électriques (4,5 Mds €), 793 stations d'épuration estimées à 2,5 Mds €. La valeur des 46 km de métro lillois est évaluée à 3,7 Mds €, soit beaucoup plus que l'ensemble des lignes de tramway (800 M€) et des bus à haut niveau de service (500 M€) présents sur la région.

Le réseau fluvial, l'un des plus importants de France avec 1 035 km de voies navigables, est lui évalué à 6 Mds €, auxquels il faut rajouter 3 Mds € pour les 220 écluses. Le parc éolien, premier de France avec 3 957 MW de puissance installée raccordée au réseau fin 2018, est lui estimé à 1,4 Md €. Il faudrait en plus ajouter à ces 210 Mds € la valeur des réseaux de télécommunications et des 3 520 km de réseau de gaz, mais le Cerc n'a pas pu estimer leur coût faute de données fiables disponibles. ● Emmanuelle Lesquel

(1) Les travaux publics en Hauts-de-France représentent 620 entreprises et établissements, et 23 700 salariés.

La région soutient les TP

Xavier Bertrand, président des Hauts-de-France, a affirmé lors de la table ronde organisée à l'assemblée générale de la FRTP que la région apportait tout son soutien à la filière, notamment sur l'accompagnement à la formation : « Dites-nous ce dont vous avez besoin et nous essaierons de le mettre en place. » Très intéressé par les résultats de l'étude sur le patrimoine, Xavier Bertrand a estimé que les élus locaux n'étaient pas assez informés de l'état des infrastructures. « La filière TP doit faire plus de lobbying auprès des élus pour montrer qu'elle peut leur apporter des solutions. » Le président a aussi réaffirmé la volonté forte de la région que les travaux du canal Seine-Nord Europe profitent aux entreprises régionales et permettent de créer de l'emploi local, tout en favorisant l'insertion. Pour cela, il a mis en avant les dispositions prises par la Société du canal Seine-Nord, notamment en matière d'allotissement et de clauses d'insertion.